



« Infrastructure pour la construction de la nation : Une feuille de route pour la croissance économique »

Allocution de l'hon. Jim Prentice, C.P., C.R.

Premier vice-président à la direction et vice-président
Banque CIBC

Devant la Chambre de commerce d'Edmonton

Le 21 novembre 2011

Priorité au discours prononcé

Merci, et bonjour.

Je suis ravi d'être à Edmonton. Cette ville me plaît beaucoup. J'y ai vécu dans ma jeunesse et j'ai obtenu mon baccalauréat en commerce de l'Université de l'Alberta qui, je le dis avec fierté, est devenue la principale université de recherche du Canada.

J'ai eu le privilège, au cours des derniers mois, de m'adresser à des auditoires à Halifax, Montréal, Toronto, Calgary et Boston. À chaque fois, je me suis concentré sur le développement de l'infrastructure énergétique, et les énormes possibilités de création d'emplois, d'investissements et de création de richesse à long terme que cela représente.

En fait, il ne serait pas exagéré de dire que l'infrastructure énergétique du Canada pourrait être la principale locomotive de notre croissance économique. Un rapport de l'équipe de Recherche sur les actions institutionnelles de la Banque CIBC,

publié il y a quelques jours seulement, a conclu que le Canada est en plein milieu d'un « super cycle » de l'infrastructure. Ce rapport a mentionné 28 projets en cours d'exécution ou projetés au Canada, rien que dans le secteur de l'énergie, et le total des investissements se rapproche de 75 milliards de dollars. Ce développement aura lieu en grande partie ici même, dans le nord de l'Alberta.

Ces estimations présupposent évidemment l'accès au marché mondial pour nos vastes réserves de pétrole et de gaz naturel, et l'accès en Amérique du Nord pour notre énergie hydroélectrique. Comme vous le savez tous, il a été beaucoup question ces derniers jours de l'accès au marché; je reviendrai là-dessus durant mon allocution.

Mais, prenons tout d'abord un peu de recul historique.

L'expression « construction de la nation » est d'ordinaire associée au passé de notre pays. Elle évoque une photo en sépia d'hommes en haut-de-forme enfonçant le dernier clou dans le chemin de fer transcontinental.

Au cours du dernier siècle, des projets comme la Voie maritime du Saint-Laurent, l'autoroute transcanadienne, le TransCanada Pipeline, la Baie-James et Churchill Falls, les sables bitumineux, Hibernia... ont tous laissé leur marque sur le développement du Canada.

Ces projets d'infrastructure transformationnels ont de nombreux éléments en commun. Leur construction a duré des années, ils ont créé un nombre considérable d'emplois et ils ont eu des effets secondaires bénéfiques durant leur construction. Ils ont été financés avec de l'argent aussi bien du secteur public que du secteur privé, et cela comprend l'exploitation des sables bitumineux. Au fil des ans, les deux secteurs aussi bien privé que public ont amplement récupéré leurs investissements lorsque ces projets sont devenus rentables et ont dynamisé l'économie de régions entières. Et

chacun d'entre eux a fait l'objet, à son époque, d'un examen minutieux et provoqué des débats publics, comme cela arrive à des projets qui transforment l'avenir d'une nation.

Mais l'époque de construction de la nation est loin d'être terminée. Le Canada possède encore de vastes ressources inexploitées, et des mégaprojets envisagés partout dans le pays promettent de débloquer ce potentiel et de garantir de nouveaux marchés pour l'énergie canadienne.

Dans l'Ouest, il y a les projets de construction des pipelines Keystone XL de TransCanada et Northern Gateway d'Enbridge, le récent rachat des intérêts de ConocoPhillips dans le pipeline de Seaway, et l'expansion proposée de l'oléoduc de TransMountain de Kinder Morgan qui acheminera 700 000 barils de pétrole brut de l'Alberta par jour à la côte ouest. Il y a aussi des installations de gaz naturel liquéfié dont la construction est planifiée sur la côte ouest et le gazoduc attendu de longue date de la vallée du Mackenzie.

Il y a aussi, bien entendu, le projet de valorisation de pétrole lourd de NorthWest Upgrade, un projet transformationnel qui sera construit tout près d'ici dans le comté de Sturgeon.

Lorsqu'il sera terminé, ce projet de 15 milliards de dollars marquera une étape d'une importance cruciale du parachèvement de notre industrie des sables bitumineux. Lorsque toutes les trois phases de construction seront terminées, l'usine de valorisation raffinera 150 000 barils de bitume par jours, ce qui ajoutera une valeur considérable au produit avant qu'il ne quitte la province. La première phase à elle seule donnera du travail à 8 000 personnes pendant deux ans et demi.

Mais ce n'est que le commencement. La moitié de la production de l'usine de valorisation sera du carburant diesel

à très faible teneur en soufre, ce qui rendra les opérations des clients dans l'agriculture, les transports et dans d'autres secteurs plus écologiques. Le processus de valorisation en lui-même est une première mondiale – pour la première fois, la technologie de gazéification est alliée à la technologie CCS pour le captage de 1,2 million de tonnes de CO₂ par phase du projet, ce qui équivaut à retirer 900 000 automobiles de la circulation. Le carbone capté étant extrêmement pur, il pourrait servir à la récupération de pétrole du pétrole conventionnel. Il sera vendu et distribué aux installations où on en aura besoin partout sur l'Alberta CarbonTrunk Line, avant d'être finalement enterré.

Ce mégaprojet ajoute de la valeur économique à l'une de nos plus importantes ressources et il marque un jalon dans notre évolution vers une superpuissance en matière d'énergie propre.

De nombreux projets hydroélectriques très prometteurs partout au Canada ajouteront des milliers de mégawatts d'énergie propre au réseau électrique d'Amérique du Nord. De l'ouest à l'est, il y a le projet du Site C sur la rivière de la Paix en Colombie-Britannique, le projet hydroélectrique de Conawapa dans le nord du Manitoba, la partie hydroélectrique du colossal chantier de Plan Nord au Québec, et le projet hydroélectrique du cours inférieur de Churchill au Labrador. Tout compte fait, le Canada dispose à titre estimatif de 25 000 MW d'hydroélectricité qui pourraient être exploités au cours des 25 prochaines années – une énergie hydroélectrique qui contribuera grandement à rendre le système électrique en Amérique du Nord plus écologique. Ces projets nous aideront le long du chemin.

Laissez-moi mettre tous ces projets hydroélectriques en contexte.

Une partie considérable de l'électricité produite en Amérique du Nord provient encore de centrales thermiques alimentées

au charbon. Ces centrales sont toujours la plus grande source de gaz à effet de serre en Amérique du Nord. Au Canada, elles sont responsables de 13 pour cent du total des émissions de gaz à effet de serre. Aux États-Unis, ce chiffre est plus de deux fois plus élevé – 27 pour cent. C'est pourquoi la réduction des émissions de ces centrales revêt une importance prioritaire pour les deux pays.

Le gouvernement fédéral, les provinces et le secteur privé en sont à la dernière phase d'un projet qui vise à éliminer l'utilisation du charbon au Canada ou à enterrer des émissions de CO₂ des centrales thermiques alimentées au charbon au cours des décennies à venir. Ce projet est basé sur la « rotation du stock de capital » que le secteur privé avait demandé lorsque j'étais ministre de l'Environnement.

Étant donné que 59 % de notre électricité provient maintenant de centrales hydroélectriques, l'objectif de faire du Canada le plus grand producteur d'électricité propre du monde est éminemment atteignable. Les projets hydroélectriques en cours d'aménagement nous rapprocheront davantage et plus vite de cet objectif.

Les projets liés à la construction de la nation ont tout au long de l'histoire soulevé leur part de controverses et les projets actuels ne font pas exception. Cela nous ramène à Keystone XL.

Je sais que de nombreux Canadiens interprètent ce retard du département d'État américain comme une remise en question de l'engagement du gouvernement américain au libre commerce dans l'énergie qui représente la pierre angulaire de nos relations commerciales.

La décision concernant Keystone est préoccupante. À mon avis, cette décision est une erreur même du point de vue des États-Unis dont la politique vise depuis longtemps des sources diversifiées et stables d'approvisionnement de

pétrole. C'est, cependant, une erreur dont eux seuls seront responsables.

Selon notre façon de voir, en tant que pays qui se vante d'être fiable, toute cette triste histoire de Keystone a eu un effet transformationnel sur la politique énergétique du Canada. Maintenant, personne ne recommande sérieusement que le Canada soit tributaire d'un seul acheteur continental pour son pétrole. Même les Américains ne le disent plus. Nous avons été poussés – peut-être par des considérations politiques aux États-Unis, mais poussés néanmoins – à nous tourner vers le marché international.

Andrew Leach, professeur d'études commerciales à l'Université de l'Alberta, a fait remarquer que nous disposons de suffisamment de capacités de pipelines pour environ huit années d'expansion continue des sables bitumineux. En même temps, nos entreprises dans le secteur de l'énergie ont fait preuve d'une dextérité remarquable pour s'adapter à une conjoncture dynamique et en évolution constante. Enbridge a récemment fait part de son intention de renverser le sens d'écoulement du pipeline Seaway pour acheminer du pétrole de Cushing (Oklahoma) à la côte du golfe du Mexique. TransCanada a déclaré qu'il serait possible de modifier le tracé de Keystone XL de manière à contourner la région écologiquement sensible de Sandhills et l'aquifère d'Ogalala, et que les travaux pourraient même commencer sur la partie du pipeline située au sud.

Tout cela indiquerait que le retard dans la construction de Keystone est un problème, pas une crise.

Il y a, à mon avis, deux grandes leçons à tirer des événements actuels.

La première, je l'ai répétée à plusieurs reprises en Alberta et je ne peux pas dire qu'elle a été accueillie par une ovation, mais je ne dévie pas de mon opinion.

J'ai dit que dans un monde à faibles émissions de carbone, le leadership en matière d'énergie et le leadership en matière d'environnement sont les deux côtés de la médaille. Ou le Canada sera un leader dans le domaine de l'environnement ou d'autres pays nous dicteront nos politiques environnementales. Le retard dans les travaux de construction sur Keystone XL n'est pas précisément la réalisation de cette prédiction, mais elle s'en rapproche suffisamment pour que nous en ressentions les conséquences négatives.

Laissez-moi le dire catégoriquement : ni l'industrie ni les gouvernements du Canada et de l'Alberta ne peuvent se défendre en l'absence de données crédibles et scientifiques pour prouver que nous protégeons l'environnement.

En tant que pays, nous n'avons pas eu des données de ce calibre. C'est pour cette raison que les gouvernements fédéral et provinciaux, de concert avec des leaders de l'industrie comme Hal Kvisle, préconisent des systèmes de suivi plus rigoureux pour les sables bitumineux. Cela permettra à l'industrie de devancer ses critiques en établissant des objectifs et des paramètres relativement aux effets sur l'eau, l'air et la terre, et en faisant les investissements nécessaires pour atteindre ces objectifs et en disposant des données pour prouver le succès remporté.

La nouvelle première ministre de l'Alberta, Allison Redford, était de passage récemment à Toronto pour prononcer un discours au Club économique du Canada. Gerald McCaughey, président et chef de la direction de la Banque CIBC, l'a présentée au public et j'ai eu le privilège de la remercier après son discours.

J'encourage tout le monde à lire ce discours parce que je crois qu'il signale une importante nouvelle direction pour le gouvernement de l'Alberta. Laissez-moi mentionner une

section qui m'a plu tout particulièrement – son solide soutien à la nécessité de redoubler d'efforts sur l'environnement.

Permettez-moi de citer quelques lignes de ce discours :

« La durabilité écologique est le plus important résultat que nous visons tous. En développant nos secteurs énergétiques, nous devons éviter de mettre en danger la santé, la sécurité et la compétitivité de nos industries agricole, forestière et de la pêche.

Le caractère plus écologique de notre industrie est aussi d'une importance cruciale à l'échelon mondial. Maintenant plus que jamais, les consommateurs exigent des produits qui respectent l'environnement. Nous devons satisfaire ces exigences lorsque nous modifions l'image du Canada en tant que chef de file dans le domaine de l'énergie. »

C'est pour cette raison qu'il nous faut davantage de projets comme le Northwest Upgrader – des projets disposant d'une technologie de pointe de classe mondiale qui nous permettront de tenir notre promesse d'une industrie viable des sables bitumineux. Plus tôt nous arriverons à réaliser ces projets avec leurs technologies environnementales avancées, mieux ça vaudra.

La deuxième leçon, sur laquelle la première ministre Redford a mis l'accent à Toronto, c'est la nécessité d'ouvrir de nouveaux marchés pour l'énergie canadienne. Comme l'a fait remarquer Patrick Daniel d'Enbridge, nous acceptons actuellement des prix au lieu de les fixer. Il est tout simplement trop risqué pour l'économie canadienne de n'avoir qu'un seul marché. L'an dernier, nous avons exporté 50 milliards de dollars de pétrole brut, notre plus important produit d'exportation et une part du total global de 91

milliards de dollars d'exportations de produits énergétiques. Actuellement, notre pétrole brut et notre gaz naturel se vendent à une décote par rapport aux prix internationaux parce que nous n'avons essentiellement qu'un seul client pour nos exportations.

En même temps, notre marché mondial potentiel ne cesse de croître. Selon les prévisions de la *U.S. Energy Agency*, la consommation d'énergie mise en marché augmentera de 50 % d'ici à 2035, et la plus forte augmentation anticipée de la demande proviendra de pays qui ne sont pas membres de l'OCDE. En Chine, la classe moyenne augmente si rapidement qu'elle surpassera bientôt la population des États-Unis. Et c'est en Asie, et non aux États-Unis, que la demande augmente.

Le Canada ne profitera jamais pleinement de ses ressources pétrolières et gazières tant que nous n'aurons pas accru la capacité des pipelines qui mènent à la côte ouest, tant que nous n'aurons pas élargi nos marchés et donné plus d'envergure à notre influence commerciale.

Il n'est plus sensé de n'avoir qu'un seul client. À moins de diversifier nos marchés pour l'énergie, nous serons toujours obligés d'accepter des prix, et le rêve de devenir une superpuissance en énergie ne sera que ça – un rêve.

Décidons-nous à transformer ce rêve en réalité. Les possibilités que présentent les mégaprojets énergétiques planifiés – par le Northwest Upgrader, Keystone XL, Northern Gateway, le Plan Nord au Québec, le cours inférieur de Churchill à Terre-Neuve – sont sans précédent dans le monde actuel. Étant donné nos vastes ressources inexploitées, le Canada se trouve dans une position unique pour enregistrer une croissance économique et créer des emplois tout en garantissant de nouveaux marchés pour nos ressources. Ce qu'il y a de mieux dans tout cela, c'est que

cette mise en exploitation peut être accomplie par le secteur privé.

J'ai mentionné tantôt le rapport de l'équipe de Recherche sur les actions institutionnelles de la Banque CIBC qui énumère des projets, en construction ou en cours de préparation, d'une valeur de 75 milliards de dollars dans l'infrastructure de l'énergie. Ce rapport suit de près un autre rapport publié en septembre par notre Service des études économiques qui portait essentiellement sur la création d'emplois. Nos économistes ont constaté qu'au vu de la diminution des dépenses publiques pour des projets d'infrastructure municipale, les projets d'infrastructure dans le secteur de l'énergie deviendront un important instrument de création d'emplois et d'investissements au cours des prochaines années. Lorsqu'on calcule le total des investissements en capital dans les sables bitumineux et les pipelines, dans la production, la transmission et la distribution d'électricité, on obtient un total global de plus d'un million d'emplois qui seront créés sur une période de 20 ans.

Nous parlons de plus d'un million d'emplois là où le besoin se fait le plus sentir... un réseau de pipelines et de ports qui diversifieront les marchés pour notre pétrole et notre gaz au-delà des États-Unis... le reverdissement du système électrique en Amérique du Nord... et la valeur ajoutée à nos exportations d'énergie.

Ces possibilités sautent aux yeux.

Dans une telle situation, quel rôle doivent jouer les gouvernements fédéral et provinciaux du Canada?

Ils doivent tout d'abord, appuyer ces projets au cas par cas à l'aide d'instruments de politique publique novateurs. Dans le cas du projet du cours inférieur de Churchill, une garantie de prêt du gouvernement fédéral a été judicieusement utilisée comme instrument de politique publique. Dans le cas

du Northwest Upgrader, les ententes sur les tarifs et l'engagement du gouvernement provincial à traiter sa propre part des redevances facilitent l'exécution du projet.

Deuxièmement, les gouvernements doivent continuer de déployer des efforts sur le front diplomatique pour faire avancer nos relations en matière d'énergie avec les États-Unis et la Chine qui est devenue un marché secondaire extrêmement important.

À court terme, il nous faudra négocier une seule norme de carburant à faible teneur en carbone pour chaque baril de pétrole qui arrive sur notre continent. Il nous faut aussi lutter contre le protectionnisme croissant dans le secteur des ressources renouvelables aux États-Unis qui menace d'écarter l'énergie hydroélectrique du Canada. En dernier lieu, nous devons faire tout notre possible pour nous assurer que KeystoneXL finisse par recevoir le feu vert.

Troisièmement, les gouvernements doivent continuer de réduire les obstacles nationaux. Ils doivent faciliter, rationaliser et accélérer les processus réglementaires et environnementaux d'approbation pour des mégaprojets. Cela sous-entend aussi concrétiser les relations spéciales qu'ils entretiennent avec les Premières Nations pour lesquelles les emplois et les avenues de développement économique sont particulièrement importants.

La construction de la nation, c'est toujours un pari sur l'avenir. Elle exige du courage, de l'engagement et de la vision tempérés par une évaluation réaliste du déroulement de l'avenir.

Faisons en sorte de ne pas jeter un regard en arrière dans une vingtaine d'années et de nous en vouloir pour avoir laissé passer une nouvelle ère de construction de la nation. Si nous nous y prenons d'une manière intelligente, nous pouvons débloquent le potentiel de nos vastes ressources

inexploitées au moyen de capitaux privés, renforcer et diversifier nos marchés d'exportation de l'énergie, créer plus d'un million d'emplois, et maintenir malgré tout l'un des plus faibles ratios d'endettement par rapport au PIB du monde.

La Banque CIBC appuie le développement du Canada. On pourrait même dire que nous l'avons dans le sang. Nous exerçons nos opérations depuis la première grande phase de construction de la nation. Nous avons ouvert nos portes durant les années de la Confédération, et nos banquiers et succursales ont suivi le chemin de fer du Canadien Pacifique vers l'ouest.

Aider à financer l'infrastructure qui créera des emplois maintenant et la prospérité demain, c'est notre héritage et notre avenir.

Merci bien.